

La Croix  
25 juin 2015

Jeudi 25 Juin 2015

ÉVÉNEMENT

**ENTRETIEN FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG**, ambassadeur de France, président de FBE International Consultants, ambassadeur aux États-Unis de 1995 à 2002

## « L'obsession sécuritaire des Américains l'emporte désormais sur toute autre préoccupation »

► Pour l'ancien ambassadeur de France à Washington, l'espionnage n'est jamais « normal » entre alliés.

► Il faut cependant, à ses yeux, se souvenir que les États « n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ».

Les révélations de l'espionnage par les Américains de trois présidents de la République française vous surprennent-elles ?

**François Bujon de l'Estang :** Non. Pas vraiment. Il s'agit d'une deuxième vague de révélations. Après qu'on a appris que la NSA avait mis sur écoute la chancelière allemande Angela Merkel et la présidente brésilienne Dilma Rousseff, il aurait été anormal que les présidents français ne le soient pas non plus. Cela aurait signifié que la France serait passée en deuxième division !

Sont-elles choquantes ?

**F. B. E. :** Oui. Ces pratiques contreviennent aux règles de bienséance entre alliés. « Ce n'est pas convenable », comme aurait dit Maurice Couve de Murville, l'ancien ministre des affaires étrangères du général de Gaulle.

Y a-t-il des règles écrites ou non excluant l'espionnage entre alliés occidentaux ?

**F. B. E. :** Évidemment, non. Mais il est implicitement exclu d'espionner ses alliés, a fortiori les chefs d'État. Il faut cependant se souvenir

que les États sont des « monstres froids ». Comme le disait le général de Gaulle, « ils n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ».

Y a-t-il de ce point de vue une spécificité américaine. En tant que superpuissance, les Américains se permettent-ils plus de choses que les autres États ?

**F. B. E. :** Oui, il y a évidemment un syndrome de superpuissance. Mais, surtout, depuis le 11-Septembre, ils estiment que le fait d'avoir été attaqués sur leur territoire national leur donne tous les droits. L'obsession sécuritaire l'emporte désormais chez eux sur toute autre préoccupation.

Y a-t-il des domaines où l'espionnage peut être considéré comme « normal » entre deux alliés comme la France et les États-Unis ?

**F. B. E. :** L'espionnage n'est jamais « normal » entre alliés. Malheureusement, l'espionnage industriel est devenu monnaie courante. Tout le monde le condamne, mais beaucoup y procèdent - rappelons comment les Soviétiques avaient construit le Tupolev 144 sur la base de plans volés du Concorde.

Y compris les Français ?

**F. B. E. :** Je ne sais pas.

Est-ce que le fait qu'on sache qu'on est espionné conduit à prendre des précautions particulières ?

**F. B. E. :** Oui, évidemment.

Quand on occupe les fonctions d'ambassadeur, on communique avec Paris sur des lignes cryptées, qui sont inviolables. En tout cas, on garde constamment à l'esprit le fait que l'on peut être écouté. On évite par exemple de parler de certains sujets sur des lignes normales. Ou l'on profite du fait de savoir qu'on est écouté pour faire passer des messages...

Ne peut-on pas s'interroger sur la difficulté pour la NSA de gérer la masse de documents accumulés ?

**F. B. E. :** Certainement. Quand j'étais ambassadeur de France aux États-Unis, j'ai sans doute été écouté. Une grande partie de mes conversations n'avait aucun intérêt pour ceux qui nous écoutaient... Même si les Américains disposent de moyens informatiques puis-

**Ces pratiques contreviennent aux règles de bienséance entre alliés.**

sants, il est difficile pour eux d'extraire les informations intéressantes des millions de conversations écoutées. Les rapports d'enquêtes au lendemain du 11-Septembre ont montré que leurs services de renseignements étaient au courant de nombreux éléments de la préparation des attentats. Mais ils n'ont pas su les connecter pour découvrir l'ampleur et l'imminence du complot.

La confiance entre Paris et Washington est-elle atteinte ? Cela peut-il avoir des conséquences sur leur relation ?

**F. B. E. :** Elle est évidemment atteinte. L'atmosphère de la relation ne peut qu'en souffrir. Mais la vie continue. Nous avons une coopération très étroite avec les États-Unis dans de nombreux domaines et sur beaucoup de théâtres d'opérations.

Y a-t-il une forme de gesticulation dans la réaction de Paris ?

**F. B. E. :** À l'évidence, Paris ne pouvait pas ne pas réagir à ces révélations. En leur temps, Berlin et Brasilia avaient réagi de façon très semblable. Cela peut paraître vain, car les moyens d'action sur Washington dans ce domaine sont évidemment limités. Mais, encore une fois, les autorités françaises ne pouvaient laisser passer l'incident sans manifester publiquement leur vif mécontentement.

Peut-on croire l'administration Obama quand elle dit que les États-Unis ne « ciblent pas et ne cibleront pas les communications du président Hollande » ?

**F. B. E. :** Si l'on a mauvais esprit, cela peut signifier qu'elles ont cessé hier soir et qu'elles recommenceront demain... Comme le gouvernement français ne pouvait pas ne pas réagir, la Maison-Blanche ne pouvait pas ne pas démentir. On n'est cependant pas obligé de croire les assurances qu'elle donne.

REDELI PAR VINCENT DE FÉLICONDÉ

